

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/5401/Add.10
20 mars 1963
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Dix-huitième session

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES

RENSEIGNEMENTS POLITIQUES ET CONSTITUTIONNELS RELATIFS
AUX TERRITOIRES D'AFRIQUE ET AUX TERRITOIRES VOISINS
SCUS ADMINISTRATION DU ROYAUME-UNI

Note du Secrétaire général

BASSCUTOLAND, BETCHOUANALAND ET SCUAZILAND

Conformément à la déclaration du Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en date du 27 septembre 1961, le Gouvernement du Royaume-Uni a communiqué au Secrétaire général les renseignements politiques et constitutionnels suivants sur les territoires du Bassoutoland, du Betchouanaland et du Souaziland.

Ces renseignements, reçus le 19 mars 1963, sont transmis à l'Assemblée générale pour sa dix-huitième session^{1/}.

^{1/} Conformément à la résolution 1700 (XVI) de l'Assemblée générale, adoptée le 19 décembre 1961, ces renseignements sont également transmis au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

BASSCUTOLAND

GENERALITES

1. Le Bassoutoland constitue une enclave dans la République sud-africaine. C'est un territoire montagneux et purement africain, aucun non-Africain ne pouvant y posséder des terres ni s'y fixer à titre permanent. La population recensée en 1956 comprenait 638 857 Africains, 1 926 Européens et 891 habitants d'origines diverses. Un grand nombre de Bassoutos vont travailler dans la République sud-africaine; en 1956, il y avait 154 782 absents, en plus des 638 857 Bassoutos dénombrés dans le territoire.

CONSTITUTION

2. A la tête de l'administration du Bassoutoland se trouve le Haut Commissaire (actuellement sir John Maud) qui dirige également l'administration du Protectorat du Betchouanaland et celle du Souaziland. Il est nommé par le Gouvernement britannique et est secondé, au Bassoutoland, par un Commissaire résident (actuellement M. A. F. Giles).

3. La Constitution actuelle du Bassoutoland date du début de 1960. Elle résulte des travaux de deux comités bassoutos qui ont proposé, en 1958, certaines modifications constitutionnelles; leur rapport a été approuvé à l'unanimité par le Conseil du Bassoutoland. Les premières élections organisées en vertu de cette Constitution ont eu lieu en janvier 1960. La Constitution a institué un Conseil exécutif et un Conseil législatif, appelé Conseil national du Bassoutoland.

4. La Constitution confère au Chef suprême (Paramount Chief), certains pouvoirs et fonctions; un collège des chefs est chargé des questions relatives aux chefferies; ses attributions relèvent à la fois de la législation et du droit coutumier bassouto.

Conseil exécutif

5. Le Conseil exécutif se compose de huit membres : trois membres choisis par le Conseil législatif parmi ses propres membres, le Secrétaire du gouvernement, le Secrétaire aux finances, l'Assistant Attorney-General (l'Attorney-General du Bassoutoland, étant également Attorney-General du Protectorat du Betchouanaland

ainsi que du Souaziland, ne réside pas dans le territoire), un membre du Conseil législatif désigné par le Chef suprême, et le Commissaire résident, qui remplit les fonctions de Président. Le Conseil exécutif joue en pratique le rôle d'un conseil des ministres du Bassoutoland, car ses recommandations, bien qu'elles ne soient, en théorie, que des "avis" donnés au Haut Commissaire et au Chef suprême, ne peuvent être méconnues que dans des circonstances exceptionnelles qui appellent une procédure spéciale; ses membres sont collectivement responsables devant le Haut Commissaire et le Conseil législatif. Sans être ministres en titre, les membres du Conseil exécutif assument la direction de certains départements ou services administratifs. Outre le Commissaire résident, les membres du Conseil exécutif sont actuellement les suivants :

M. G. M. Hector	Affaires intérieures et extérieures - Secrétaire du Gouvernement
M. B. M. Khaketla	Education et santé (<u>Freedom Party</u>)
M. M. Lepolesa	Travaux publics et commerce (<u>Parti Marema Tlou</u>)
Le chef Leshoboro Majara	Agriculture et commercialisation Désigné par le Chef suprême
Le chef S. S. Matete	Administration locale (<u>Parti Marema Tlou</u>)
M. F. G. Muirhead	Finances et développement, postes et télégraphes - Secrétaire aux finances
M. B. O'Leary	Justice - <u>Assistant Attorney-General</u>

POUVOIR LEGISLATIF

6. Le pouvoir législatif est exercé par une seule Chambre, le Conseil national du Bassoutoland, composé de 80 membres. Dans ce Conseil, le groupe le plus important comprend 40 membres qui sont choisis parmi les membres élus des neuf conseils de district constitués en collèges électoraux (voir la section : Administration locale). Les autres membres du Conseil national sont : 22 chefs principaux et chefs de circonscription (ward), 14 membres nommés par le Chef suprême et 4 membres fonctionnaires (le Secrétaire du gouvernement, le Secrétaire aux finances, l'Assistant Attorney-General et le Commissaire à l'administration locale).

/...

7. Le Conseil national du Bassoutoland a le pouvoir d'adopter des lois, applicables à tous les habitants du Bassoutoland, dans tous les domaines, à l'exception des affaires extérieures, de la sécurité intérieure et de la défense. Pour ces trois catégories de questions, il joue le rôle d'organe consultatif auprès du Haut Commissaire. Les lois adoptées par le Conseil national doivent avoir la sanction du Haut Commissaire et l'assentiment du Chef suprême.

8. En 1962, une Commission constitutionnelle a été chargée de revoir la Constitution actuelle; son rapport devrait être prêt avant la fin de l'année 1963.

ELECTIONS

9. Des élections ont eu lieu, sous le régime de la Constitution actuelle, dès janvier 1960, afin de désigner 162 membres des neuf conseils de district. Quatre partis politiques y ont participé : le Congress Party, le National Party, le Marema Tlou Party et la Progressive Association. Des membres d'autres partis moins importants se sont présentés comme candidats indépendants ou ont soutenu l'un de ces partis. Par la suite, le vice-président et quelques membres du Congress Party ont fait sécession et formé le Freedom Party. Les élections ont été marquées par le succès de nombreux candidats indépendants. Le Congress Party a obtenu la majorité dans trois conseils de district, mais dans les six autres il a l'appui de nombreux élus indépendants.

10. Abstraction faite des chefs et des membres désignés par le Chef suprême, les sièges au Conseil national se répartissent comme suit :

<u>Congress Party</u>	27
<u>National Party</u>	25
Indépendants	14
<u>Marema Tlou</u>	8
<u>Basutoland Freedom Party</u>	2

11. Le Freedom Party et le Marema Tlou ont fusionné en décembre 1962. Un parti communiste s'est formé en 1962.

/...

ORGANISATION JUDICIAIRE

12. Le principal tribunal du territoire est la Haute-Cour, qui est présidée par le Chief Justice. Elle juge en première instance tant au civil qu'au criminel. Pour les affaires criminelles, quatre assesseurs siègent avec le Chief Justice; le Chief Justice siège normalement seul dans les affaires civiles qui ne portent que sur des points de droit, à l'exclusion de la coutume autochtone. Pour les questions relevant de la coutume, le Chief Justice s'adjoit les quatre assesseurs, ou seulement deux assesseurs africains, selon le caractère de l'affaire.
13. La Haute-Cour connaît également des appels interjetés contre les décisions des tribunaux inférieurs. Ceux-ci sont présidés par un magistrate et connaissent des affaires mineures, tant au civil qu'au criminel.
14. Il existe également des tribunaux bassoutos, qui appliquent le droit coutumier et dont l'appel est porté devant la Judicial Commissioner's Court, puis devant la Haute-Cour.
15. Dans certains cas, il peut être fait appel des décisions de la Haute-Cour devant la Cour d'appel des trois territoires dépendant du Haut Commissaire. Cette procédure fait l'objet de dispositions législatives dans chaque territoire.

ADMINISTRATION LOCALE

16. Les organes de base de l'administration locale sont les conseils de district, qui se composent chacun d'au-moins 15 membres élus au scrutin secret par un collège électoral unique, formé de tous les adultes, sans distinction de race, de sexe, de couleur ou de religion. Des dispositions spéciales permettent aux Bassoutos qui se trouvent en Afrique du Sud de voter par procuration. Chaque membre élu représente environ 2 000 électeurs. Outre les membres élus, tous les chefs principaux et chefs de circonscription font partie du conseil de leur district. Chaque conseil élit un président et son suppléant, constitue des comités, dispose d'un personnel qu'il rémunère et d'une trésorerie propre. Ses attributions concernent la santé publique, les transports et communications, la réglementation des marchés, la fixation et la perception de taxes locales et la délivrance de certaines licences.

/...

BETCHOUANALAND

GENERALITES

17. Le Betchouanaland est un Protectorat britannique comprenant de grandes étendues désertiques et très peu peuplé. Il est bordé par la République sud-africaine, le Sud-Ouest africain et la Rhodésie du Sud. Bien qu'il ait une superficie d'environ 225 000 milles carrés, sa population ne dépasse guère 300 000 habitants. Le dernier recensement, qui a eu lieu en 1956, a donné les chiffres suivants : environ 300 000 Africains, 3 177 Européens et 929 personnes d'origines diverses. La population est inégalement répartie; la plupart des habitants sont groupés dans la partie orientale du Protectorat, et une tribu assez nombreuse occupe l'angle nord-ouest du territoire. Les régions centrale, occidentale et méridionale, qui forment le désert du Kalahari, sont extrêmement peu peuplées.

CONSTITUTION

18. A la tête de l'administration du Betchouanaland se trouve le Haut Commissaire (actuellement sir John Maud) qui dirige également l'administration du Bassoutoland et du Souaziland. Il est nommé par le Gouvernement britannique et est secondé, au Betchouanaland, par un Commissaire résident (actuellement M. R. P. Fawcus).

19. La Constitution actuelle du Betchouanaland date de 1960. Elle résulte des travaux d'un comité du Conseil consultatif mixte, représentant à la fois les Africains et les Européens, qui existait depuis plusieurs années. Ce comité avait recommandé de remplacer le Conseil consultatif mixte par un Conseil législatif ayant pleins pouvoirs pour légiférer et dont les lois seraient soumises, selon la procédure constitutionnelle normale, à la sanction du Haut Commissaire, en tant que représentant de la Reine. Par une ordonnance en conseil prise en 1960, le Gouvernement britannique a donné effet à ces recommandations.

Conseil exécutif

20. Le Conseil exécutif, qui siège sous la présidence du Commissaire résident, joue en pratique le rôle d'un conseil des ministres du Protectorat du Betchouanaland. Bien que ses recommandations ne soient, en théorie, que des "avis" donnés au

/...

Haut Commissaire, elles ne peuvent être méconnues que dans des circonstances exceptionnelles qui appellent une procédure spéciale; les membres du Conseil exécutif sont collectivement responsables devant le Haut Commissaire et le Conseil législatif.

21. Le Conseil exécutif se compose de dix membres : quatre non fonctionnaires, deux fonctionnaires, le Secrétaire du gouvernement, le Secrétaire aux finances, l'Assistant Attorney-General, et le Commissaire résident. Sans être encore ministres en titre, les membres du Conseil exécutif assument la direction de certains départements ou services administratifs. Le Conseil se compose actuellement des membres suivants :

M. A. J. A. Douglas	Secrétaire du Gouvernement (questions politiques, fonction publique, information et travail)
M. J. A. Allison	Secrétaire de l'administration (affaires tribales et services sociaux)
Le chef Bathoen	Membre non fonctionnaire, adjoint au Secrétaire de l'administration
M. N. V. Redman	Secrétaire au développement (ressources naturelles, etc.)
M. R. England	Membre non fonctionnaire, adjoint au Secrétaire au développement
M. Seretse Khama	Membre non fonctionnaire, adjoint au Secrétaire du Gouvernement
M. A. J. Beeby	Secrétaire aux finances
M. D. J. C. Morgan	Membre non fonctionnaire, chargé de l'aménagement des municipalités, des travaux publics et des communications)
M. A. G. Tilbury	<u>Assistant Attorney-General</u> : justice.

CONSEIL LEGISLATIF

22. Le Conseil législatif, qui s'est réuni pour la première fois en juin 1961, a le pouvoir de légiférer en ce qui concerne d'une manière générale les affaires du Protectorat, certains pouvoirs restant toutefois réservés au Haut Commissaire. Vingt et un des 35 membres de ce Conseil, c'est-à-dire la majorité, sont élus. Il y a dix membres africains, élus par le Conseil africain, comme il est indiqué

/...

ci-dessous, dix membres européens, élus au scrutin secret par les Européens répartis en dix circonscriptions, et un membre asiatique, élu par les Asiatiques du Protectorat votant par correspondance. Le Conseil africain a remplacé le Conseil consultatif africain et a la même composition. Il comprend les chefs des huit principales tribus, qui sont membres permanents de droit, 32 membres élus par les conseils tribaux ou les conseils de district des treize divisions du Protectorat, le Commissaire résident qui le préside, et 7 membres fonctionnaires au plus. Le mode d'élection ou de désignation des membres varie, mais dans chaque division, quelques-uns au moins des membres ont été élus au scrutin secret en 1961, et le principe de l'élection gagne rapidement du terrain.

23. La Constitution assigne diverses fonctions au Conseil africain; lorsqu'il se constitue en collège électoral, il ne comprend que les membres non fonctionnaires. Les premières élections faites sous le régime de la nouvelle Constitution ont eu lieu en 1961. A l'époque, aucun parti politique n'était suffisamment organisé dans le Protectorat pour présenter des candidats aux élections.

24. A l'heure actuelle, il y a deux partis : le Bechuanaland Democratic Party, qui est appuyé par plusieurs membres africains du Conseil législatif, et le Bechuanaland Peoples Party, qui s'est scindé en deux groupes. Les deux partis ont pour objectif l'indépendance.

ORGANISATION JUDICIAIRE

25. Le principal tribunal du territoire est la Haute-Cour, qui est présidée par le Chief Justice. En tant que Superior Court of Record, la Haute-Cour juge en première instance, tant au civil qu'au criminel. Le Chief Justice siège normalement avec quatre assesseurs (deux administrateurs et deux Africains) qui ont voix consultative, sauf dans les affaires civiles qui ne portent que sur des points de droit, à l'exclusion de la coutume africaine. Il existe également des tribunaux inférieurs, présidés par un magistrate, qui ont une compétence limitée en matière civile et criminelle, et dont l'appel est porté devant la Haute-Cour. Les décisions de la Haute-Cour peuvent être portées devant la Cour d'appel, qui est commune aux trois territoires dépendant du Haut Commissaire.

ADMINISTRATION LOCALE

26. L'administration locale est surtout le fait des douze autorités tribales. En 1957, on a posé en principe que chaque autorité devrait comprendre un conseil représentatif, constitué de façon à assurer une représentation adéquate des populations intéressées. Chaque autorité tribale a sa propre trésorerie; elle peut percevoir certains impôts et effectuer des dépenses, sous le contrôle d'un comité des finances.

27. Francistown et le bourg voisin de Tati, dans le nord du Protectorat, ont été érigés en township.

SOUAZILAND

GENERALITES

28. Le territoire du Souaziland est entièrement entouré par la République sud-africaine et par l'Afrique orientale portugaise; le peuple souazi, qui résulte du regroupement de plusieurs clans, possède ses institutions tribales et son système de gouvernement propres. Lors du recensement de 1956, le territoire comptait 240 511 habitants, y compris 11 728 Souazis temporairement employés au dehors et 3 470 Africains étrangers employés temporairement au Souaziland. Les Africains constituaient 97 p. 100 de la population et les Européens 2,4 p. 100, le reste étant de souches diverses. A la fin de 1960, l'effectif de la population était estimé à 273 000, dont 261 500 Souazis, 9 700 Européens et 1 800 personnes d'autres souches.

CONSTITUTION

29. A la tête de l'administration du Souaziland se trouve le Haut Commissaire (actuellement sir John Maud) qui dirige également l'administration du Bassoutoland et du Betchouanaland. Il est nommé par le Gouvernement britannique et est secondé, au Souaziland, par un Commissaire résident (actuellement M. B. A. Marwick). L'Administration se tient constamment en rapport avec le Ngwenyama (ou Chef suprême) et ses conseillers, qui sont consultés par le Commissaire résident sur toutes les questions concernant la population africaine.

30. Le personnage central de la nation souazie est le Ngwenyama, qui s'entoure des avis de ses proches et de conseillers qu'il choisit. Constitutionnellement, il ne peut prendre de décision sans l'accord de deux conseils, formés selon les règles coutumières. Le plus petit des deux, le Likoqo, ne comprend que les parents les plus influents du Ngwenyama et quelques conseillers désignés par lui. Le second, ou Libandla, est un conseil général, représentatif de la nation et se réunit tous les ans. Dans sa plus grande extension, il groupe tous les hommes adultes de la nation. Il représente la population et son opinion; il est l'intermédiaire par lequel le Chef suprême communique avec son peuple. Le Libandla s'occupe des affaires d'intérêt exclusivement national qui lui sont soumises par le Likoqo; il prend rarement l'initiative, bien qu'il en ait le droit. Il est, pour les Souazis, l'organe qui doit approuver en dernier ressort toute mesure envisagée par le Ngwenyama.

/...

31. Le Conseil consultatif européen a été créé en 1921, mais n'a reçu de statut officiel qu'en 1949; il est chargé de donner des avis à l'administration sur les questions concernant les résidents européens au Souaziland. Ce conseil est élu par la population européenne et se réunit normalement deux fois par an.

ORGANISATION JUDICIAIRE

32. Il existe au Souaziland une Haute-Cour qui est présidée par le Chief Justice, qui est également Chief Justice du Bassoutoland et du Betchouanaland. Ce tribunal juge en première instance, tant au civil qu'au criminel, et il reçoit l'appel des tribunaux inférieurs, présidés par les magistrates. Ceux-ci connaissent des affaires de moindre importance, à la fois en matière civile et criminelle. Les décisions de la Haute-Cour peuvent être portées devant la Cour d'appel des territoires dépendant du Haut Commissaire.

33. Il existe également des tribunaux souazis, qui appliquent le droit coutumier, et dont l'appel, en matière criminelle, est porté devant la Cour supérieure d'appel souazie, puis devant le Commissaire à la justice et, dans certains cas, devant la Haute-Cour. En matière civile, les décisions de la Cour supérieure d'appel souazie, lorsqu'elles sont susceptibles d'appel, sont portées directement devant la Haute-Cour.

ADMINISTRATION LOCALE

34. Il y a six communes dites townships, dotées chacune d'un comité consultatif de zone urbaine, qui est présidé par le Commissaire de district et qui lui donne des avis touchant l'administration et le bien-être de la commune et de sa banlieue. Ces comités se composent de membres élus (cinq au maximum) et de membres fonctionnaires. Il existe, en outre, des conseils consultatifs africains, qui donnent des avis aux commissaires de district touchant les besoins de la population africaine. On étudie à l'heure actuelle la possibilité d'ériger deux de ces communes en municipalités.

35. En dehors des zones urbaines, les affaires locales de la population souazie sont gérées essentiellement par les chefs souazis, qui prennent l'avis de leur Likoqo et de leur Libandla. Ces chefs sont groupés en 29 tinkundla (singulier : inkundla).

/...

EVOLUTION RECENTE

36. En 1960, le Conseil consultatif européen a émis l'avis que le moment était venu de faire faire un nouveau progrès constitutionnel au territoire. Le Chef suprême a exprimé le vœu de voir Africains et Européens continuer à vivre ensemble en bonne intelligence, et il a suggéré la création d'un conseil législatif où les deux groupes ethniques seraient représentés. En conséquence, le Commissaire résident a formé, à la fin de 1960, un Comité constitutionnel, comprenant des Souazis et des Européens, et l'a chargé d'étudier la création d'un conseil législatif et d'un conseil exécutif. Les membres de ce Comité sont convenus rapidement et sans difficulté qu'il était indispensable d'éliminer toute discrimination raciale dans le territoire. Le Comité a présenté son rapport au Gouvernement britannique en décembre 1961; ce rapport a été publié en mars 1962, en même temps qu'une note du Secrétaire d'Etat aux colonies. Une conférence constitutionnelle s'est tenue au Colonial Office de Londres, en janvier-février 1963, puis les pourparlers ont repris au Souaziland.

37. Les partis politiques représentés à ces débats étaient le Swaziland Progressive Party (qui s'est scindé en trois groupes), le Swaziland Democratic Party et le Mbandzeni National Convention. L'Eurafrican Association y était également représentée. Le Progressive Party constituait une association entre 1929 et 1960. Les deux autres partis ont été créés en 1962 et ont conclu une alliance en janvier 1963. Tous ces partis s'opposent au Swazi National Council, qui prétend représenter tous les Souazis.
